

**Entretien de Jean Moreau (Directeur de la revue : *La Révolution Prolétarienne* avec Jacques Simon, auteur de :**

**Novembre 1954. La révolution commence en Algérie. (*L'Harmattan, 2004*).**

**Jean Moreau.** Après plusieurs travaux sur l'immigration algérienne en France, tu as consacré quatre livres au mouvement national algérien : l'Etoile Nord-Africaine (ENA), le Parti du peuple algérien (PPA), le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) et enfin novembre 1954. Pourquoi tout un livre sur un tel évènement ?

Jacques Simon. Le 1<sup>er</sup> novembre 1954 est incontestablement l'acte initial de la révolution algérienne. Mais à partir de là, les analyses divergent. Pour Benyoucef Benkhedda, ancien secrétaire général du MTLD puis second président du GPRA (1) comme pour Mohammed Harbi (2), novembre, c'est le fait du Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA) qui, après avoir pris acte de la scission du MTLD, a lancé l'insurrection et, comme un seul homme, tout le peuple a rejoint le FLN. Il s'agit là d'une interprétation mythologique des origines de la révolution algérienne.

**J.M.** Peux-tu préciser, car cette version est celle de la grande majorité des historiens.

**J.S.** Cette version est une pure mystification pour quatre raisons principales :

- Il n'existe aucune continuité politique et programmatique entre le CRUA et l'Organisation spéciale (OS). L'OS était une structure clandestine créée par le MTLD à son premier Congrès en 1947. Elle n'était pas autonome mais placée sous le contrôle du comité central et du président du parti, Messali Hadj. Démantelée en 1950, elle a été reconstituée, sur la base d'un rapport d'Aït Ahmed, au 2<sup>e</sup> congrès du MTLD en avril 1953. Messali avait insisté pour que Ben Boulaïd en soit le responsable. Cette OS n'a pas été dissoute pendant la crise du MTLD, et Ben Boulaïd était toujours rattaché statutairement à son chef hiérarchique, le président Messali Hadj. Le CRUA était une structure clandestine, créée par Mohamed Boudiaf et une fraction du comité central pour combattre le Comité de Salut Public (CSP), structure légale du MTLD, chargée par ce même comité central d'organiser un congrès extraordinaire du parti.

- Le MTLD a été refondu en juillet 1954 au Congrès d'Hornu (Belgique) et sa nouvelle direction, le Conseil national de la révolution algérienne (CNRA) a été chargée, dès la fin juillet, de réorganiser le parti pour l'engager dans la révolution en décembre 1954.

- C'est parce que la crise du MTLD a été réglée positivement sans lui, que Boudiaf s'est lié avec le colonel Nasser au Caire. Le champion du nationalisme arabe s'est aussitôt saisi de cette opportunité pour pousser Boudiaf à engager dans la précipitation une série d'actions avant l'insurrection générale préparée par le CNRA.

- L'objectif de Nasser n'était pas d'impulser la révolution algérienne, mais d'attirer la répression contre le MTLD pour permettre au FLN, le nouveau parti créé au Caire, de le remplacer.

**J.M.** Mais la déclaration du FLN du 1<sup>er</sup> novembre n'était-elle pas une charte nouvelle du mouvement nationaliste, plus radicale que celle du MTLD, déchiré par la scission entre centralistes et messalistes ? J.S. En aucune façon. Depuis sa fondation en 1926, l'Etoile, le PPA et le MTLD ont adopté dans tous leurs congrès un programme réclamant l'abrogation du régime colonial, l'expropriation de l'impérialisme, l'élection d'une Assemblée Constituante Souveraine par tous les habitants de l'Algérie (Musulmans, Européens et Juifs) et l'application de tout le programme démocratique, à savoir la laïcité de l'école et de l'Etat, l'exercice de toutes les libertés, l'émancipation de la femme, l'indépendance du syndicat, etc. Il préconisait l'unité des trois peuples d'Afrique du Nord et la transformation de l'Union française en un Commonwealth franco-africain. Ce combat devait se mener en alliance avec la classe ouvrière et le peuple ami de France.

Dans sa déclaration du 1<sup>er</sup> novembre 1954, le FLN offre « *la possibilité à tous les patriotes algériens de toutes les couches sociales, de tous les partis et mouvements purement algériens, de s'intégrer dans la lutte de libération sans autre considération* ». Le but : « *1. la restauration de l'Etat algérien souverain, démocratique et social dans le cadre des principes islamiques. 2. le respect de toutes les libertés fondamentales sans distinction de race et de confessions* »

Le regroupement de toutes les couches sociales (la bourgeoisie, la petite bourgeoisie, la paysannerie, la classe ouvrière et le lumpenprolétariat) dans le FLN, c'est le contraire du programme de l'ENAPPA-MTLD-MNA qui s'est toujours défini (cf. tous mes livres) comme « le parti des populations laborieuses », « le parti du prolétariat algérien ».

L'Etat algérien fondé sur les principes islamiques, c'est la négation de la Constituante Souveraine ; les libertés fondamentales pour les islamistes, (la charia), c'est le contraire des libertés démocratiques. Quant aux partis « purement algériens », ils ne peuvent être que musulmans, les autres étant, y compris le Parti communiste (PCA), des partis fondés pendant la période coloniale.

S'il existe une continuité entre le FLN et le MTLD, elle est dialectique, le FLN étant la négation du mouvement national. Dès novembre, le FLN est placé sous la tutelle de Nasser. Il est soutenu par la Ligue arabe et fortement subventionné par les monarchies du Golfe et en particulier par l'Arabie Saoudite wahhabite (cent millions versés en novembre). Le MNA n'avait pas sa capitale au Caire, il s'était démarqué du nationalisme arabe et il a toujours recherché l'alliance de la classe ouvrière française et internationale. Il combattait le colonialisme mais ne voulait pas jeter les Européens à la mer. Il ne les considérait pas non plus comme une minorité (des *dhimmis* dans les pays islamiques) mais comme des compatriotes. Il est donc clair que dès sa fondation, le FLN, instrumentalisé par Nasser, a mené une guerre de classe pour liquider le MNA et imposer à la France de lui transmettre tout le pouvoir en Algérie. L'Etat algérien fondé sur les principes islamiques, c'est la négation même d'un Etat fondé sur les principes de la démocratie sociale et politique.

**J.M.** Tu as placé en couverture de ton livre, l'effigie de Messali que Ben Boulaïd aurait donné à tous ses combattants avant novembre. Cela m'étonne car Ben Boulaïd était un membre du CRUA.

**J.S.** Pendant la crise du MTLD Ben Boulaïd, chef de l'OS et membre du comité central avait adopté une position neutraliste. Il avait adhéré au CRUA parce que Boudiaf l'avait assuré que Nasser allait ravitailler les maquis en armes dès le premier coup de feu. C'était un simple accord tactique. En effet, alors qu'il avait suivi Boudiaf au CRUA, il rencontrait en juillet 1954, à Niort, Messali Hadj, son chef hiérarchique de l'OS. Il a appris par lui que le parti allait entrer dans la lutte armée. C'est pourquoi

il a appelé à la révolution au nom de Messali Hadj. Par la suite, n'ayant reçu aucune arme du Caire, il comprendra que Boudiaf l'avait manipulé. Il rejoindra alors le MNA et sera assassiné, comme Chihani Bachir, le chef précédent des Aurès, par Adjoul Adjoul et Laghrou Abbès, en liaison étroite avec Krim Belkacem et Abane Ramdane, selon les sources du MNA.

**J.M.** Dans le dernier chapitre de ton livre, tu soutiens que les messalistes ont joué un rôle déterminant pendant « l'an I de la révolution ». C'est contraire de tout ce qui est écrit. Peux-tu préciser ?

**J.S.** Je me suis moi-même engagé dans la préparation de la révolution après le congrès d'Hornu. Fin septembre 1954, à Sidi-Bel-Abbès, j'ai créé un premier groupe politique lié au CNRA. En mars, j'ai adhéré au PCI (tendance Lambert) lié au MNA. Je peux affirmer et il existe un millier de témoignages et documents pour soutenir que, dès le 2 novembre, les messalistes qui avaient échappé à la répression se sont engagés dans la lutte pour l'indépendance. Je les ai rencontrés en circulant en Oranie et dans l'Algérois et l'insurrection du 20 août 1955 a été pour l'essentiel le fait des messalistes, agissant dans le cadre de l'ALN. Ali Kafi, chef de la Wilaya II (Nord-Constantinois) a confirmé ce fait dans ses Mémoires, Casbah, 2002.

On parle aujourd'hui d'écrire une histoire de la guerre d'Algérie sans tabou. Mais ce ne sont que les historiens comme Mohammed Harbi, Benjamin Stora, Gilbert Meynier et leurs amis, qui occupent tout le champ des médias, de l'université et de l'édition en propageant une série de thèses qui conviennent à l'Etat algérien. Ils ne peuvent ignorer les pieds-noirs et des harkis mais ils ont exclu du champ de l'histoire les messalistes, traités d'arabo-islamistes ou de collaborateurs. Actuellement, ils s'activent pour que la signature d'un traité d'amitié franco-algérien, souhaité par Jacques Chirac et son ami Bouteflika. Mais ce traité entre un chef d'Etat discrédité et le président moribond d'un Etat militaro policier, fondé sur le parti unique, bafouant les libertés, avec de surcroît l'islam comme religion d'Etat, ne sera qu'un trompe l'oeil. On ne peut écrire l'histoire en martelant la seule version écrite par le FLN, les staliniens, les déserteurs, les insoumis et les porteurs de valises.

En ce moment de grande confusion et de montée aux extrêmes, il devient urgent que les membres de *la Révolution prolétarienne*, les historiens du Maitron, les syndicalistes révolutionnaires et l'Université de la rue Mahler, organisent un débat public et contradictoire entre les défenseurs de la vulgate FLN et les historiens qui restent fidèles aux traditions du mouvement ouvrier. Dans ce débat, je m'engage à démontrer que si tout le peuple algérien a participé à la lutte pour son émancipation sociale et politique, il n'en est pas de même du FLN, déchiré par ses contradictions, mais qui, soutenu par l'impérialisme, les partis staliniens et la Ligue arabe a gagné sa guerre d'Espagne contre le MNA à

la fin 1957, après le massacre de Melouza et l'assassinat de la direction de l'USTA et d'un millier de syndicalistes algériens en France.

Après 1958 quand le GPRA s'installe à Tunis, la question ne concerne plus que la négociation avec le général de Gaulle pour qu'il remette tout le pouvoir au GPRA, un gouvernement fantoche qui va s'effondrer pendant l'été 1962. Deux ans plus tard, après l'intermède « socialiste » de Ben Bella, le colonel Boumediene s'empare du pouvoir et réalise le programme du FLN, à savoir l'Etat algérien structuré sur l'armée des frontières et fondé sur le parti unique avec l'islam comme religion d'Etat. On en est toujours là.

Notes

1. Benyoucef Benkhedda. Les origines du 1<sup>er</sup> novembre 1954, Alger, Dahlab, 1989, 361p.
2. Harbi Mohammed. 1954. La guerre commence en Algérie. Bruxelles, Complexe, 1984, 209p.